



Projet Parions l'Égalité

Financé par l'Agence Française de développement

Termes de référence

Capitalisation du projet multi-pays *Parions l'égalité*

Recrutement de consultant·e·s

Septembre 2024

I. Commanditaire

a. L'association BATIK International

BATIK International (BATIK Int.) est une association de solidarité engagée auprès d'organisations françaises et internationales locales pour renforcer le pouvoir d'agir des personnes et communautés vulnérables, notamment des femmes, des jeunes et des migrant·es. L'association intervient sur des projets favorisant l'émancipation de ces personnes par l'accompagnement à l'insertion socio-économique, l'accès aux droits et la lutte contre tout type de violences. BATIK Int. forme et appuie les acteurs de la société civile selon leurs priorités pour assurer la pérennité et l'efficacité des actions de terrain et ainsi accompagner l'*empowerment* social et économique des communautés.

b. Expérience dans le domaine d'intervention concernée

BATIK Int. a mené, de 2006 à 2018, plusieurs programmes d'émancipation économique des femmes en Afrique du Nord, notamment en Tunisie, visant à améliorer la connaissance de leurs droits, à sensibiliser les acteurs économiques et à ouvrir des formations adaptées, le tout en construisant des partenariats avec divers opérateurs locaux (associations, syndicats, pouvoirs publics...). Entre 2019 et 2022, BATIK Int. est aussi intervenue auprès de l'association Concept (Sénégal), partenaire du programme présenté ci-après, pour échanger des pratiques et des méthodes d'analyse et d'animation en faveur de la transformation sociale.

c. Culture interne de capitalisation

Dans une démarche d'apprentissage continu, la capitalisation fait partie des actions développées par BATIK Int. avec ses partenaires locaux et internationaux. Chaque projet mené donne lieu à une capitalisation de pratiques et/ou d'expérience et à la production de livrables partageables (BATIK Int. se veut aussi centre de ressources pour ses pairs). Ces démarches, conduites en interne ou avec l'appui de consultant·es, complètent les temps d'analyse pensés dans le cadre des projets (comme les séminaires). La coordinatrice, appuyée par la direction et la chargée de communication, a généralement la charge d'organiser la capitalisation.

II. Contexte de la mission

a. Contexte général

En Afrique de l'Ouest, plus de 45% des femmes de 15 à 24 ans sont en dehors de tout circuit de formation et d'emploi. En Tunisie, les trois quarts des femmes en âge de travailler sont considérées sans activité. En effet, les femmes, assignées à un rôle social d'entretien du foyer et de ses membres, accèdent difficilement aux ressources nécessaires à leur insertion sociale et économiques (terre, matériel, transport, formation, réseaux...) et lorsqu'elles accèdent à ces ressources, leur contrôle est limité et souvent soumis aux décisions de leur entourage masculin. En emploi, leurs rémunérations sont inférieures à celles des hommes (50% de moins en Tunisie rurale) et leur charge de travail s'ajoute à la charge domestique, donnant lieu à des double, voire triple, journées. Leurs activités, en grande partie dans les entreprises familiales et/ou informelles, sont fortement invisibilisées. Ces inégalités rendent les femmes particulièrement vulnérables aux crises économiques, sanitaires, climatiques.

Elles sont le fruit des constructions de genre, plaçant les femmes dans un rôle subalterne et définissant les comportements adaptés à chacun·e. Les normes produites par ces constructions

sociales de genre sont apprises et internalisées depuis le plus jeune âge, au sein des familles et des communautés et se renforcent lorsque les filles entrent en âge de se marier.

Les organisations locales de la société civile peinent à tenir compte de ces défis liés au genre dans la formulation et la mise en œuvre de leurs projets. Bien que la majorité des associations bénéficient de formation au genre, la compréhension des enjeux et la mise en application des apprentissages reste limité. Par exemple, les études contextuelles menées par les associations lors de la formulation des projets ne permettent pas toujours de mettre en lumière les inégalités existantes au sein des communautés entre les femmes et les hommes. La formulation des activités et l'accompagnement des femmes s'en trouve altérés et leur émancipation restreinte.

b. *Projet Parions l'égalité*

Né de la volonté de plusieurs organisations travaillant à l'insertion socio-économique de jeunes et de femmes et rencontrant des difficultés à tenir compte des obstacles de genre, le projet *Parions l'égalité* (2022-2025, 39 mois) est un projet multi-pays, porté par BATIK Int. en partenariat avec 4 associations locales (tunisienne, 2 burkinabè, sénégalaise) et 4 associations françaises ; qui vise à réduire les inégalités socio-économiques entre les femmes et les hommes. D'une part, des expérimentations de terrains sont menées en Tunisie, en Mauritanie, au Burkina Faso et au Sénégal pour favoriser l'accès des femmes aux ressources et la sensibilisation à leur entourage et leur communauté. D'autre part, les structures partenaires sont renforcées pour mieux comprendre et tenir compte des enjeux liés au genre dans la mise en place de leurs projets et l'accompagnement proposé.

Le projet a pour objectif général de *contribuer à réduire les inégalités économiques liées au genre en favorisant l'insertion socio-économique de femmes en zone urbaine et rurale par la mise en œuvre d'un programme de sensibilisation et d'accompagnement des femmes*. Il se structure en 3 objectifs spécifiques :

OS1 : Favoriser l'accès des femmes aux ressources, au marché de l'emploi et aux activités génératrices des revenus

OS2 : Promouvoir une culture d'égalité à l'échelle communautaire, particulièrement auprès de l'entourage des femmes accompagnées

OS3 : Renforcer les réponses des organisations de la société civile pour réduire les inégalités économiques entre les hommes et les femmes

Dans le cadre des objectifs 1 et 2, des diagnostics ont été conduits sous le prisme du genre dans chaque localité du projet, des plans d'actions ont été définis par les partenaires locaux, avec l'appui de BATIK Int., pour améliorer les actions qu'ils menaient en faveur de l'autonomisation économique des femmes. Suite à cela, des expérimentations locales ont été mises en œuvre par les associations partenaires de droit local, appuyées par leur partenaire historique français sur des aspects techniques d'élevage, de formation professionnelle ou encore de pédagogie.

L'expérimentation au Sénégal vise à renforcer l'autonomisation socio-économique de 35 jeunes filles artisanes de quartiers populaires de Dakar (Grand Yoff et Parcelles Assainies). Pour ce faire, l'ONG locale Concept organise des visites pour améliorer l'accès des jeunes filles aux informations sur leur environnement social et professionnel, crée des espaces de non-mixité favorisant leur prise de parole ; renforce leurs compétences techniques via leur inscription en formations et leur permet d'accéder au matériel de base pour le lancement de leurs activités génératrices de revenus. Des activités sont aussi menées pour faire évoluer les représentations sur le rôle des femmes et des hommes : séance non-mixte entre hommes pour aborder les masculinités, ateliers pour déconstruire les stéréotypes de genre dans la formation et

l'entrepreneuriat avec les jeunes de la région, journées d'activisme pour l'égalité. Enfin, l'opération s'attache à fournir des conditions d'apprentissage plus sereines pour les jeunes les plus vulnérables en répondant à leurs besoins matériels urgents et essentiels (produits de première nécessité, dont des kits d'hygiène intime pour les filles, appui à la démarche pour avoir une carte d'identité...) et en créant des espaces non-mixtes de renforcement de l'estime de soi et d'auto-défense pour les filles.

L'expérimentation en Tunisie vise à accompagner, en milieu rural, des groupements de femmes transformatrices et artisanes, dans leur structuration économique, leur accès aux formations et aux équipements, leur organisation collective et leur accès aux opportunités. Il s'agit également d'informer les femmes travailleuses dans les champs, identifiées comme particulièrement vulnérables, à leurs droits. Dans le but d'initier des changements de représentation et des actions en faveur de l'égalité, l'opérateur local Victoire pour la Femme Rurale s'attache également à sensibiliser l'entourage des femmes (maris, enfants) et les pouvoirs publics par le biais de rencontres régulières. Des ateliers de renforcement d'estime de soi et de leadership collectif sont aussi organisés avec les femmes accompagnées.

L'expérimentation en Mauritanie vient renforcer la prise en compte des enjeux de genre dans un large projet d'insertion professionnelle de jeunes mené par le Gret. Pour cela, l'opération vise à affiner la compréhension des obstacles rencontrés par les jeunes, des leviers efficaces et des manquements dans l'accompagnement (à travers une étude des trajectoires), à proposer un accompagnement plus individualisé (coaching technique et entrepreneurial) et un espace de mise en pratique de leurs apprentissages (outilthèque et plate-forme d'auto-emploi). L'opération permet aussi de développer et formaliser une formation source d'émancipation pour les jeunes femmes (le métier de conseillère agricole) et d'organiser des sessions de renforcement des compétences « douces » des jeunes, notamment le leadership.

L'expérimentation dans l'Oubritenga (Burkina Faso) renforce la dimension genre d'un projet d'appui à la filière laitière bovine et caprine soutenant des femmes productrices et transformatrices de lait, cumulant plusieurs facteurs de vulnérabilité. Pour ce faire, l'opération, menée par APIL et appuyée techniquement par Elevages sans frontière, renforce l'accès des femmes aux ressources et tente de réduire leur pénibilité de travail en fournissant vaches, matériel d'élevage caprin, charrettes et fûts, broyeur de résidus et équipement de laiterie. Des activités de formation (entrepreneuriat, leadership collectif, négociation, plaidoyer local) et des activités de sensibilisation à l'échelle communautaire sont aussi menées (théâtre et débat-forum, restitutions publiques des revendications des femmes). 150 femmes sont appuyées dans leur activité économique et développent le soutien de leur communauté.

L'expérimentation dans les régions Centre-Ouest, Centre-Sud, Centre-Est du Burkina Faso, menée par l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales du Burkina Faso accompagne des femmes rurales, membres de groupements agricoles, particulièrement vulnérables (veuves, filles-mères ou en grande précarité économique...). L'opération vise à formaliser leurs groupements, à améliorer leurs compétences techniques et entrepreneuriales via des formations adaptées à leur situation, à favoriser la mise en œuvre de leurs activités économiques en les appuyant en matériel et en matières premières mais aussi à renforcer leur estime d'elle et leur leadership. A l'échelle communautaire, l'opération vise à faire évoluer les représentations sur les rôles des femmes en sensibilisant les pouvoirs publics et leaders communautaires et en mobilisant leur soutien. 159 femmes sont formées techniquement et accompagnées à la mise en pratique de leurs apprentissages.

BATIK Int. joue le rôle de coordination générale, d'appui et de formation à la prise en compte du genre intersectionnel. Des formations au genre, au renforcement de l'estime de soi, des

webinaires techniques et thématiques ainsi que deux séminaires d'échange de pratiques sont organisés pour renforcer les partenaires et partager les apprentissages (OS3). BATIK Int. porte également la mise en place d'une campagne de sensibilisation digitale (OS2), la conduite d'études approfondies sur le travail invisible et la mise en place du dispositif de suivi évaluation sensible au genre (OS1).

Les résultats attendus sont l'amélioration des revenus et des conditions de vie des femmes, la reconnaissance des inégalités par leur entourage et leur communauté et l'adoption de pratiques favorables à l'égalité chez les professionnel·les des organisations de la société civile.

c. Origine de la demande

Depuis sa création, BATIK International a fait le choix de travailler avec des associations nationales pour renforcer le pouvoir d'agir des personnes en situation de vulnérabilité, notamment les femmes. Ces collaborations et les actions qui en découlent reposent sur une approche d'*empowerment*. A ce titre, BATIK International et ses partenaires se renforcent mutuellement afin d'accompagner des processus d'émancipation allant au-delà de la réponse à des besoins de base. Se renforcer sur la durée implique, entre autres, d'apprendre des expériences de terrains et de partager les apprentissages en interne mais aussi à d'autres organisations. Ainsi, dans une démarche d'amélioration continue, BATIK Int. et ses partenaires souhaitent **analyser les expérimentations de terrain pour en faire des connaissances partageables et reproductibles**. Par ailleurs, le projet *Parions l'égalité* vise à être renouvelé, de même que ses partenariats. Il s'agit alors pour BATIK Int. et les membres du consortium d'avancer vers la suite du projet en ayant conscientisé et compris les processus vécus lors de la première phase du projet et ce, pour les reproduire ou les améliorer.

III. La mission de capitalisation

a) Objectifs

La capitalisation vise à mettre en lumière les pratiques et les ajustements des acteurs pour atteindre une situation donnée. Il s'agit de transformer les expériences de terrain (ce qui a été fait et vécu) en connaissances, de comprendre ce qui fonctionne ou pas et pourquoi, pour ensuite les partager. Plus précisément, il s'agira de s'intéresser à cinq expériences menées au Sénégal, en Mauritanie, en Tunisie et au Burkina Faso, présentées ci-après.

b) Objet(s) de capitalisation

A Dakar, au Sénégal, l'ONG Concept accompagne des jeunes en situation de grande précarité depuis 2019. Avec l'appui de l'association française Frères des Hommes, Concept a développé un accompagnement pluridimensionnel : renforcement technique artisanal (formations de courte durée), alphabétisation, mise en pratique et suivi de compétences entrepreneuriales, formations en compétences de vie (éducation financière, gestion du temps, coopération, citoyenneté...) et coaching individualisé mené par 2 animateurs locaux. Cet accompagnement est le fruit de plusieurs acteur·rices : coaches, tuteur·rices d'alphabétisation, coordinatrice...

Avec le projet *Parions l'égalité* l'accompagnement s'est encore élargi à d'autres dimensions : renforcement de la confiance en soi via l'auto-défense, suivi psychologique, réponse aux besoins matériels urgents, animation de cercles de paroles entre jeunes femmes (notamment pour parler des violences faites aux femmes), formations techniques approfondies, appui matériel à l'installation en microentreprise... Cette méthode, qui a pour finalité l'insertion sociale et économique des femmes, vise à outiller les jeunes face aux obstacles de genre, tout en répondant

à leurs besoins urgents freinant le développement de leurs compétences. Il s'agit d'accompagner les jeunes au-delà du renforcement de leurs compétences techniques et entrepreneuriales.

Le premier objet à capitaliser est donc cet accompagnement multidimensionnel mené par Concept dans un contexte de grande précarité.

Dans la région du Brakna, en Mauritanie, *Parions l'égalité* est venu renforcer un large projet d'insertion socio-économique des jeunes. Parmi les activités menées, des jeunes femmes en milieu rural ont été formées par un technicien en agroécologie pour accompagner les coopératives maraîchères à améliorer leurs productions : elles sont devenues des conseillères endogènes aux exploitations.

Avant la formation de conseillères endogènes, le Gret Mauritanie accompagnait plusieurs groupements agricoles, dont des groupements maraîchers, en très grande majorité composés de femmes. L'accompagnement, initialement mené par les salariés du Gret, consistait en du conseil technique, de l'appui à l'accès aux semences et à la gouvernance. Dans le cadre du projet SAFIRE, ayant pour objectif de créer de l'emploi en plus d'appuyer les groupements agricoles, les besoins et les ressources de ces groupements ont été diagnostiqués. C'est ainsi que 30 jeunes femmes, mises à l'écart en raison de leur âge (sans parcelle) ou mobilisées essentiellement pour les corvées, ont été identifiées. Ces jeunes femmes, de 20 à 30 ans, filles d'exploitantes du groupement pour la plupart, déscolarisées et sans emploi (certaines sachant lire) étaient doublement discriminées car femmes et jeunes. Afin de répondre au double enjeu de transmission entre les générations et de valorisation de ces jeunes, les 30 femmes ont été formées pendant 2 à 3 semaines par un conseiller en techniques agro-écologiques. Cette formation était systématiquement conditionnée par la mise à disposition d'une parcelle expérimentale au sein du groupement et faisait suite à des négociations avec les maris (ou autre personne influente), pour s'assurer que les femmes aient le temps libre nécessaire à l'apprentissage. Les jeunes femmes, par démonstration de leur réussite au sein des groupements sur les parcelles qui leur avait été attribuées, ont gagné la confiance des maraîchères plus âgées et ont commencé à être sollicitées pour leurs conseils. Aujourd'hui, elles conseillent 2 à 3 groupements chacune, plus de 300 autres conseillères ont été formées et une association de conseillères a été formalisée. Le métier de conseiller·e endogène et plus particulièrement la formation pour le devenir se sont vu attribuer un référentiel formel de formation et une reconnaissance par les institutions de formation professionnelle. Ces jeunes femmes ont gagné en reconnaissance parmi les maraîchères et parfois même parmi les hommes de leur entourage, elles sont autorisées à se déplacer et tiennent davantage de responsabilités. Il pourrait s'agir d'une expérience à capitaliser.

Par ailleurs, parmi les activités menées et dans le but d'améliorer l'accès des jeunes aux ressources nécessaires au développement de leur activité économique suite à leur formation professionnelle, des **plateformes d'auto-emploi** ont été mises en place à Nouakchott et à Bogué. Ces plateformes, ayant pour but d'appuyer le lancement des entreprises des jeunes formé·es, prennent la forme d'espaces physiques, où les jeunes sont mis·es en situation d'exercice de leur métier, tout en continuant d'être accompagné·es par des formateur·rices techniques, des conseiller·es en entreprise et des coachs en compétence de vie. Dans ces lieux, les jeunes ont aussi accès à des services et à des équipements à travers une « outlithèque » mise à leur disposition et leur permettant de mettre en œuvre leur activité professionnelle sur place.

Les jeunes intégrant ces plateformes ont été sélectionné·es suite à des sessions d'information et de sensibilisation aux autorités locales et aux familles et suite à des entretiens individualisés avec leurs conseiller·es en insertion. Ainsi, au terme d'un séjour de 3 mois, 120 jeunes, dont 89 femmes, précédemment formé·es en soudure, couture, pâtisserie, coiffure, électricité-bâtiment

et mécanique automobile se sont installés pour exercer leur métier de manière individuelle ou collective.

Cela a été possible grâce à **l'accompagnement individualisé** proposé dans ces plateformes. D'une part, des formateur-rices techniques ont été mobilisé-es pour suivre les jeunes de manière personnalisée en identifiant leurs compétences techniques et leurs besoins de consolidation ; en mettant en place, avec les jeunes, un programme d'accompagnement personnalisé ; en organisant des échanges de pratiques entre jeunes au cas par cas et en évaluant leurs acquis. D'autre part, en plus de ces coachs métiers, des conseiller-es en entreprise ont appuyé les jeunes dans la formulation de leur projet, l'acquisition de savoir-être professionnel, la conduite des démarches, juridiques, fiscales et administratives de création d'entreprise, l'accès aux financements ou encore la mise en relation avec les réseaux d'entrepreneurs locaux.

Une rencontre réunissant les diverses partie-prenantes de ces plateformes a permis de mettre en évidence certains défis pour la suite : augmenter la durée d'accompagnement, impliquer davantage les parents et tuteurs, notamment des jeunes femmes, pour lever les obstacles qui leur sont spécifiques, former les intervenant-es à accompagner sous le prisme du genre.

Ce qui fait la réussite de ces plateformes, la manière dont elles sont mises en place et ce qui les constituent (outillthèque, accompagnements), mais aussi les difficultés rencontrées et point d'amélioration seraient à capitaliser.

Dans l'Oubritenga, au Burkina Faso, l'association APIL, appuyée par Elevages sans frontières, accompagne des éleveuses et leur ménage, sur le plan technique et matériel depuis 2020, pour améliorer la production laitière locale. Avec le projet *Parions l'égalité*, l'appui matériel des éleveuses en vue de réduire leur pénibilité de travail s'est vu renforcé. Par ailleurs, un volet de sensibilisation communautaire a été développé : théâtre forum dans les villages pour sensibiliser à la répartition des tâches et contre l'accaparement des ressources par les hommes, formation de femmes relai à leurs droits et tenue de réunions publiques pour mettre en avant leurs revendications, expositions de dessins de sensibilisation, intégration de la question de la répartition des tâches et des ressources - voire d'autres problématiques liées au genre - dans les suivis hebdomadaires menés par les animateur-rices d'APIL. Cette approche communautaire des sensibilisations pour favoriser l'épanouissement social et économique des femmes serait à capitaliser.

Dans les régions Centre-Ouest, Centre-Sud, Centre-Est, au Burkina Faso, l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales, dont l'expertise est la formation par alternance en milieu rural, a expérimenté, dans le cadre de *Parions l'égalité*, des formations de courte durée suivies de mises en application supervisées par des animatrices locales, à destination des femmes maraîchères, éleveuses ou encore formatrices réunies en coopératives. Ces formations ont permis aux femmes des coopératives d'accéder à ces ressources que sont les formations et de renforcer leurs compétences techniques tout en mettant en place leurs activités économiques. Il s'agit de l'expérience à capitaliser.

En Tunisie, l'Association Victoire pour la Femme Rurale a pris le parti de favoriser l'émancipation sociale et économiques des femmes rurales en soutenant la création, l'appui et la mise en réseau de Groupements de Développement Agricole de femmes. L'accompagnement par l'association de ces groupements, habituellement sous la responsabilité des pouvoirs publics, prend la forme d'organisation de formations (suivi administratif et financier, marketing...), de médiation et appui ponctuel selon les besoins (préparation d'une foire, de rapports financiers, organisation interne...), d'ateliers collectifs de renforcement de l'estime de soi et du leadership... L'association Victoire facilite également la participation des groupements aux foires locales. Ce type

d'accompagnement permet aux femmes d'accéder à plus de ressources et facilite le développement de leur activité économique ainsi que leur insertion sociale. La particularité de l'accompagnement fourni par Victoire pour la Femme Rurale réside dans cette volonté de favoriser non seulement le développement d'une activité économique mais aussi et surtout l'insertion et la reconnaissance sociale des femmes. Il s'agit alors de capitaliser sur les pratiques d'accompagnement des GDA qui permettent une réelle émancipation des femmes.

c) Rôles des contributeur.trices à la capitalisation

BATIK Int., qui joue le rôle de coordination globale du projet, se tiendra disponible pour échanger avec les consultant·es, cadrer la capitalisation, faciliter la mise en relation avec les acteur·rices de terrain et partager des documents ressources. Les partenaires locaux, notamment les chargé·es d'accompagnement, faciliteront le lien avec les personnes accompagnées et l'organisation d'ateliers et entretiens de capitalisation avec l'équipe de consultant·es. **Les équipes locales partageront aussi leurs productions et capitalisations en cours concernant les sujets identifiés pour la présente capitalisation.** Les consultant·es seront chargé·es d'apporter une proposition de méthodologie et de la mettre en œuvre pour produire la connaissance partageable jusqu'à la production de livrables.

d) Destinataires et livrables

A l'issue de la réunion de cadrage, les consultant·es fourniront une **note de cadrage** présentant, entre autres, la méthodologie et le calendrier d'étude. Cela sera présenté et validé par l'ensemble des partenaires.

Pour chaque expérience capitalisée, des **fiches pédagogiques visuelles** seront produites à destination des accompagnateur·rices de terrain et des gestionnaires de projets français et internationaux (francophones). Celles-ci devront mettre en lumière les ingrédients « invisibles » de chaque objet capitalisé, souligner les **postures adoptées** et permettre au lecteur de revivre l'expérience et de réfléchir à comment la reproduire en intelligence avec son contexte. Ces fiches adopteront un vocabulaire imagé, facile d'accès et d'appropriation.

Les consultant·es feront aussi une proposition de **trame de diffusion des livrables.**

e) Méthodologie et profils des consultant·es

La démarche de capitalisation devra mobiliser les acteur·rices de terrain pour en faire, autant que possible, un apprentissage collectif. Il est attendu des consultant·es qu'ils/elles accompagnent la démarche, de manière participative, en mobilisant/valorisant les savoirs expérientiels des participant·es. Cela nécessite de maîtriser l'approche participative et les outils d'éducation populaire et d'inclure les participant·es dès l'étape de cadrage autant que possible. Il sera aussi important de valider les produits au fur et à mesure avec les personnes concernées pour s'assurer qu'il s'agit d'un reflet fidèle de leur vécu. Parmi les grilles de lecture à mobiliser, celles du genre et de l'intersectionnalité sont essentielles. Les consultant·es tiendront aussi compte des spécificités des territoires et chercheront à mettre en évidence les alliances créées.

L'équipe de consultant·e-s, française et/ou internationale, pourra être composée d'expert·es locaux ou ayant déjà des expériences dans les contextes d'intervention du projet. Mise à part au Burkina Faso, où, en raison de la réglementation de l'Agence Française de Développement, aucun déplacement ou ressources locale ne pourront être pris en charge directement par l'enveloppe prévue pour la capitalisation, à moins d'être facturés sous une prestation globale non Burkinabè. Les vols internationaux au Burkina Faso n'étant pas éligibles, il est conseillé de faire appel à un·e

expert-e local-e (facturant l'organisation de consultant-es non Burkinabè) ou de réaliser la capitalisation à distance.

L'exercice d'évaluation du projet étant lancé à la même période, une attention particulière sera portée aux prestations qui proposent un exercice mixte : évaluation/capitalisation (voir les TDR d'évaluation publiés le même jour).

IV. Moyens

a) Budget

Pour l'ensemble de la capitalisation il est prévu une enveloppe de **20 000€**.

b) Humains

L'équipe de consultant-es sera appuyée par la coordinatrice de BATIK Int. et les chargé-es de mission et d'accompagnement de chaque localité.

c) Calendrier

Octobre	Sélection des consultant-es
Octobre	Cadrage et partage de documents ressources
Novembre	Validation de la note de cadrage avec les partenaires
Décembre-janvier	Ateliers de capitalisation (entrecoupé d'au moins un atelier de validation avec les participant-es)
Février	Webinaire de présentation des livrables provisoires aux partenaires et co-animation (avec BATIK Int.) d'une discussion en vue de la prochaine phase de <i>Parions l'égalité</i>
Mars	Présentation des livrables finaux

Les propositions techniques et financières devront parvenir au plus tard le 30 septembre 2024 par courrier électronique à manondroniou@batik-international.org avec la référence : Capitalisation – PAR

Les propositions devront indiquer à minima : la méthodologie, le chronogramme d'exécution de la mission, le personnel prévu, leurs compétences et le coût.